

### *La situation économique*

non syndiqué qui reçoit peut-être un salaire inférieur au seuil de la pauvreté ou mieux encore, à un chômeur de n'importe quelle région du pays et qu'il recommande à ce Canadien qui doit payer des prix exorbitants, peu importe qu'il s'agisse d'un homme ou d'une femme, de modifier ses priorités. Il est temps que le premier ministre et que le gouvernement changent leur ordre de priorités économiques, surtout en ce qui concerne le prix des produits alimentaires.

**Des voix:** Bravo!

**M. Broadbent:** C'est que les taux d'intérêt exercent une influence profonde sur presque tous autres aspects de la vie au Canada. Leurs effets ne sont pas des notions abstraites, et le gouvernement devrait se préoccuper du sort des gens qui sont le plus durement touchés par la hausse des taux d'intérêt.

Je maintiens donc que, contrairement à ce qu'a dit aujourd'hui le ministre des Finances, le Canada est vraiment en pleine crise économique, et j'estime que, pour une fois, le ministre devrait non seulement écouter, mais tenir compte un peu des propositions constructives de l'opposition. Nous, du Nouveau parti démocratique, ne tenons pas à ce qu'il soit «pris de panique», comme il l'a dit cet après-midi; il suffirait qu'il reconnaisse la réalité économique à laquelle doivent faire face les Canadiens et qu'il prenne les mesures qui s'imposent. A ce propos, je crois que le ministre, qui tient tellement à ce que son gouvernement suive la politique américaine en matière de taux d'intérêt, devrait lire la rubrique des affaires du *Globe and Mail* d'aujourd'hui. On lui en a peut-être déjà parlé d'ailleurs et dans ce cas il sait qu'un adjoint principal du président élu, M. Reagan, aurait dit que le nouveau président des États-Unis envisage de décréter «l'état d'urgence national en matière économique» aussitôt qu'il sera entré en fonction, en janvier. Il projette de faire cette déclaration, et c'est sérieux dans le contexte de la politique américaine, pour indiquer que la conjoncture économique et ses effets sur les Américains seront sa préoccupation première. Je crois qu'il est temps que le gouvernement du Canada reconnaisse aussi la gravité de la situation économique actuelle et prenne d'urgence les mesures qui s'imposent.

**Des voix:** Bravo!

**M. Broadbent:** Voici quelques suggestions précises, et j'aimerais que le ministre, quand il prendra la parole, y réponde avec autre chose que du verbiage, comme il l'a fait aujourd'hui. Premièrement, il faudrait cesser de relever nos taux d'intérêt automatiquement à chaque fois qu'ils sont relevés aux États-Unis. Il faudrait que le dollar canadien puisse fluctuer sans aucune restriction, et nous sommes conscients de toutes les incidences d'une telle proposition, car notre parti ne croit pas à une politique à court terme, dont les effets ne se feront sentir que pendant deux ou trois semaines. A ce propos, je dis tout de suite au ministre que nous reconnaissons qu'une fluctuation libre du dollar, contrairement à la pratique actuelle qui consiste à se servir des taux d'intérêt pour en ralentir la chute, aurait à court terme des incidences négatives sur le coût de la vie. Je le reconnais, mais nous affirmons qu'à long terme, les résultats seront positifs, comme on l'a constaté dans plusieurs pays. Si nous laissons le dollar flotter librement et se stabiliser à son niveau optimal, il y aura immédiatement une hausse des exportations canadiennes, les Canadiens se mettront à acheter

plus de biens et de services produits au Canada, et en fin de compte l'économie canadienne deviendra plus efficace et concurrentielle, ce qui devrait être l'objectif primordial de toute politique économique. Il est temps que le ministre des Finances s'en rende compte.

**Des voix:** Bravo!

**M. Broadbent:** En second lieu, nous estimons que le ministre devrait mettre à profit les trois semaines d'intersession pour reprendre l'étude de son budget, dont toutes les prévisions importantes se sont révélées inexactes et qui s'est avéré une arme totalement inefficace pour lutter contre le marasme économique que connaissent les États-Unis et le reste du monde. Le ministre devrait promettre à la Chambre qu'à la rentrée, le 12 janvier prochain, il nous présentera un nouveau budget qui s'attaquera à la crise économique. C'est ce que la Chambre attend du ministre des Finances. Pour nous, le nouveau budget devra prévoir une exemption fiscale indexée au coût de la vie qui fournira aux Canadiens économiquement faibles le moyen de faire face à l'augmentation du coût de la vie et qui leur permettra, si ce n'est d'accroître leur pouvoir d'achat, du moins de le maintenir. Que le ministre ne fasse pas semblant d'ignorer la situation, et au lieu de discourir comme il l'a fait cette après-midi pendant la période des questions, il ferait mieux de voir les réalités économiques en face et d'admettre qu'une réduction des impôts pour les personnes à faible ou moyen revenu en un temps où l'économie fonctionne à moins de 80 p. 100 de sa capacité, contribuera à stimuler notre économie. Cela signifie que lorsque les gens à revenus faibles ou moyens obtiennent un dégrèvement fiscal et réussissent à tenir tête au coût de la vie en achetant des biens et services produits au Canada, ils profitent non seulement d'un dégrèvement d'impôt mais ils permettent aux Canadiens et aux Canadiennes actuellement en chômage de se faire embaucher et de recommencer à travailler, ce qui est excellent, car ils veulent travailler et ne veulent pas vivre d'aumônes.

**Des voix:** Bravo!

**M. Broadbent:** Enfin, nous avons recommandé entre autres l'établissement d'une commission des justes prix. Nous prétendons que le gouvernement fédéral possède les pouvoirs constitutionnels nécessaires pour le faire, tout comme il pouvait mettre en œuvre son programme de réglementation des salaires il y a cinq ans. Il pourrait recourir au même pouvoir cette fois-ci, et au lieu de réglementer les salaires des Canadiens, il pourrait faire quelque chose au sujet des prix qui touchent les Canadiens.

Je voudrais en terminant faire l'observation suivante. Il est temps que le gouvernement fédéral se rende compte que l'inaction prolongée est catastrophique au point de vue financier et moral, c'est une ligne de conduite indéfendable. Il est temps que le gouvernement avoue que nous sommes en période de crise, que notre plus haute priorité, c'est de renforcer l'économie pour le plus grand bien des Canadiens. Il est temps que le gouvernement reconnaisse qu'il est possible d'adopter de nouvelles idées et de nouveaux principes. C'est essentiel si nous voulons nous attaquer sérieusement à la véritable crise que traversent les Canadiens de toutes les parties du pays. Il est temps, enfin, que le gouvernement du Canada se soucie des Canadiens.